

**Rémy Wyler**

Docteur en droit, avocat

Spécialiste FSA droit du travail

Professeur à la Faculté de droit, des sciences criminelles et  
d'administration publique de l'Université de Lausanne

**Boris Heinzer**

Docteur en droit, avocat

Spécialiste FSA droit du travail

# **Droit du travail**

3<sup>ème</sup> édition, intégralement revue  
et complétée

avec la collaboration de

**Virginie Mika-Panchaud**

Master en droit



---

Stämpfli Editions SA Berne · 2014

# Table des matières

	Page
Remerciements/Avertissement.....	VII
Avant-propos.....	IX
Sommaire.....	XI
Table des abréviations et des expressions latines.....	XIII
Bibliographie générale.....	XXI
<b>I. Introduction.....</b>	<b>1</b>
Chapitre 1 : Droit au travail et au salaire minimum ?.....	1
Chapitre 2 : Sources formelles du droit du travail.....	7
1. Droit constitutionnel.....	7
2. Lois fédérales.....	9
3. Ordonnances fédérales.....	12
4. Droit cantonal.....	12
5. Droit international.....	12
6. Droit européen.....	16
<b>II. Contrat individuel de travail.....</b>	<b>19</b>
Chapitre 1 : Définition et notions.....	19
1. Définition.....	19
2. Eléments caractéristiques du contrat de travail.....	20
3. Délimitation par rapport à d'autres contrats.....	22
4. Autres distinctions.....	28
5. La situation particulière des organes et dirigeants.....	29
6. Le bénévolat.....	31
7. L'application du droit privé aux rapports de travail de droit public.....	32
Chapitre 2 : Parties et formation du contrat.....	35
1. Parties.....	35
2. Présomption légale.....	36
2.1 Principe.....	36
2.2 Travail sur appel et service de piquet.....	38
2.3 Autres cas.....	40
2.4 Exceptions.....	40
3. Accord de volonté.....	46
4. Forme du contrat.....	46
5. Liberté contractuelle.....	51
6. Liberté de ne pas contracter et culpa in contrahendo.....	54
7. Obligation d'informer.....	56
8. Modification du contrat.....	58
Chapitre 3 : Nullité du contrat et conséquences.....	61
1. Relation contractuelle de fait.....	61
2. Conditions d'application de l'art. 320 al. 3 CO.....	62

	Page
3. Nullité absolue .....	63
4. Nullité relative.....	68
5. Conséquences.....	70
Chapitre 4 : Obligations du travailleur .....	71
1. Exécution personnelle du travail .....	72
2. Obligation de diligence et de fidélité.....	75
3. Obligation de reddition de comptes et de restitution .....	90
4. Heures et travail supplémentaires.....	92
4.1 Notions d'heures supplémentaires et de travail supplémentaire.....	93
4.1.1 Heures supplémentaires .....	93
4.1.2 Travail supplémentaire.....	94
4.2 Régime applicable au travail supplémentaire .....	94
4.2.1 Durée maximale de la semaine de travail.....	94
4.2.2 Conditions et limites du dépassement de la durée maximale .....	96
4.2.3 Compensation du travail supplémentaire .....	96
4.3 Obligation d'effectuer des heures supplémentaires ...	99
4.4 Devoir d'annoncer les heures supplémentaires.....	100
4.5 Preuve des heures supplémentaires.....	102
4.6 Cas particulier des cadres d'entreprise .....	103
4.7 Compensation des heures supplémentaires.....	106
4.7.1 En espèces.....	106
4.7.2 En nature .....	109
4.8 Travail à temps partiel et heures supplémentaires .....	111
5. Obligation de se conformer aux directives de l'employeur...	112
6. Sanctions des violations .....	117
6.1 Responsabilité civile du travailleur.....	117
6.2 La responsabilité à raison des actes des auxiliaires ...	123
6.3 La répartition interne entre l'employeur et l'employé.	125
6.4 Actions récursoires sociales et privilège de recours .....	126
6.4.1 La subrogation de l'assureur social .....	126
6.4.2 Le privilège de recours.....	127
6.5 Sanctions disciplinaires .....	130
6.6 Avertissement et licenciement.....	131
6.7 Sanctions pénales.....	131
Chapitre 5 : Salaire et obligation de l'employeur de le payer.....	133
1. Salaire et ses formes.....	135
1.1 Définition et fixation du salaire .....	135
1.2 Salaire au temps (salaire périodique).....	151
1.3 Salaire à la pièce ou à la tâche.....	151
1.4 Participation aux résultats.....	152
1.5 Provision.....	155
1.6 Gratification.....	157

	Page
1.6.1 Notion .....	157
1.6.2 Egalité de traitement .....	158
1.6.3 Accord par acte concluant sur le caractère obligatoire .....	159
1.6.4 Caractère accessoire de la gratification .....	162
1.6.5 Régime applicable .....	166
1.7 Bonus .....	169
1.8 Treizième salaire .....	170
1.9 Salaire en nature .....	171
1.10 Salaire mixte .....	172
1.11 Formes complexes de rémunérations .....	172
1.12 Indemnités de départ .....	172
1.13 Primes de rétention .....	173
2. Montant du salaire .....	174
2.1 Fixation et modification .....	174
2.2 Déductions sociales .....	175
2.3 Impôt à la source .....	178
2.4 Déductions de droit privé .....	180
2.5 Le certificat de salaire .....	181
3. Salaire et égalité des sexes .....	183
4. Paiement du salaire .....	189
4.1 Délais et termes de paiement .....	189
4.2 Avances .....	190
4.3 Modalités de paiement .....	192
5. Salaire en cas d'empêchement de travailler dû à l'employeur .....	193
5.1 Demeure de l'employeur .....	193
5.1.1 Conditions .....	193
5.1.2 Conséquences .....	195
5.1.3 Fin de la demeure .....	197
5.1.4 Situations particulières .....	198
5.1.5 Libération de l'obligation de travailler .....	200
5.2 Risque d'entreprise et risque économique .....	201
5.3 Impossibilité .....	204
5.4 Cas particulier de l'art. 82 CO .....	206
5.5 Cas particulier de l'art. 83 CO .....	207
6. Salaire en cas d'incapacité non fautive du travailleur pour des causes inhérentes à sa personne .....	208
6.1 Régime de base .....	208
6.1.1 Durée du contrat comme condition du droit au salaire .....	208
6.1.2 Causes d'empêchement de travailler .....	210
6.1.3 Incapacité partielle de travailler .....	224
6.1.4 Caractère non fautif de l'empêchement .....	224
6.1.5 Force probante du certificat médical .....	227

	Page
6.1.6 Obligation de payer le salaire .....	233
6.1.7 Droit de recours de l'employeur.....	238
6.2 Régime conventionnel complémentaire.....	238
6.3 Régime conventionnel dérogatoire .....	240
6.3.1 Principe .....	240
6.3.2 Forme.....	240
6.3.3 Equivalence des prestations .....	243
6.3.4 Limites du cumul du droit au salaire et des prestations d'assurance.....	251
6.3.5 Omission de l'employeur de conclure l'assurance prévue par le contrat ou la CCT..	252
6.3.6 Obligation d'informer le travailleur .....	253
6.3.7 Droit aux prestations d'assurance après les rapports de travail et transfert dans l'assurance individuelle.....	257
6.3.8 Déduction des cotisations sociales sur les prestations d'assurance compensant les pertes de salaire .....	261
6.4 Régime des assurances sociales obligatoires .....	262
6.4.1 Principe .....	262
6.4.2 Durée du contrat comme condition du droit au salaire .....	264
6.4.3 Causes d'empêchement de travailler.....	265
6.4.4 Caractère non fautif de l'empêchement.....	265
6.4.5 Salaire garanti et durée de l'obligation de le payer.....	265
6.4.6 Délai de carence (temps d'attente) .....	266
7. Protection du paiement du salaire.....	266
7.1 Impossibilité de renoncer.....	266
7.1.1 Principe .....	266
7.1.2 Quittance et transaction.....	268
7.1.3 Salaire prévu par une CCT .....	270
7.1.4 Heures supplémentaires .....	270
7.1.5 Transfert d'entreprise et solidarité .....	272
7.1.6 Travail sur appel, diminution brutale du volume de travail, demeure de l'employeur (art. 324 CO) .....	272
7.1.7 Résiliation ou modification conventionnelle du contrat pendant une période de protection (art. 336c CO) .....	273
7.1.8 Salaire de base.....	274
7.1.9 Salaire afférent aux vacances .....	280
7.1.10 Clause arbitrale .....	280
7.1.11 Ecoulement du temps .....	281

	Page
7.2 Interdiction de la cession et de la mise en gage du salaire futur.....	282
7.3 Limitation de la retenue de salaire.....	282
7.4 Limitation de la compensation.....	284
7.5 Interdiction d'accords sur l'utilisation du salaire dans l'intérêt de l'employeur.....	286
7.6 Privilèges institués par la LP.....	288
7.7 Protection instaurée par l'art. 82 CO.....	291
7.8 Droit de rétention.....	291
Chapitre 6 : Autres obligations de l'employeur.....	295
1. Mise à disposition des instruments et du matériel.....	297
2. Remboursement des frais.....	298
2.1 Généralités.....	298
2.2 Remboursement forfaitaire des frais.....	300
2.3 Principe de la couverture des frais.....	302
2.4 Véhicules à moteur.....	304
2.5 Frais de formation.....	307
3. Protection de la personnalité du travailleur.....	310
3.1 Généralités.....	310
3.2 Responsabilité civile de l'employeur.....	315
3.3 Responsabilité de l'employeur à raison de ses organes et auxiliaires.....	315
3.4 Protection de la santé.....	318
3.5 Limites au droit de donner des directives.....	323
3.6 Questions au travailleur.....	324
3.7 Surveillance du travailleur (surveillance, GPS, vidéo, Internet).....	326
3.8 Test de dépistage d'alcool et de drogues.....	332
3.9 Dopage au travail.....	336
3.10 Usage intempestif des nouveaux moyens de communication.....	338
3.11 Protection des données personnelles.....	339
3.12 Transmission de données personnelles à l'étranger...	343
3.13 Interdiction du harcèlement sexuel.....	345
3.14 Interdiction du mobbing.....	348
3.15 Responsabilité de l'employeur en matière de harcèlement à raison de ses organes et auxiliaires.....	353
3.16 Egards envers le travailleur.....	355
3.17 Propos attentatoires à l'honneur.....	356
3.18 Gestion et prévention des conflits interpersonnels....	356
3.19 Liaisons au travail ou de nature à l'affecter.....	358
3.20 Duplication occulte d'une messagerie électronique...	359
3.21 Droit à l'image.....	360
3.22 Droit d'être occupé.....	360
3.23 Libération de l'obligation de travailler.....	361
3.24 Droit aux références.....	365

	Page
3.25 Fumée dans les lieux de travail.....	366
3.26 Protection des femmes enceintes et des mères qui allaitent.....	367
3.27 Travailleurs ayant des responsabilités familiales .....	367
3.28 Durée du travail et du repos.....	368
3.29 Communauté domestique .....	368
3.30 Egalité de traitement.....	369
4. Congés.....	375
4.1 Généralités.....	375
4.2 Congé hebdomadaire.....	376
4.3 Jours fériés et fêtes religieuses .....	377
4.4 Congés usuels.....	379
4.5 Recherche d'un emploi.....	381
4.6 Travail à temps partiel .....	382
4.7 Congé-jeunesse.....	382
4.8 Congé de maternité.....	383
5. Vacances .....	384
5.1 Notion.....	384
5.2 Durée des vacances.....	385
5.3 Dates des vacances .....	388
5.4 Réduction des vacances .....	394
5.5 Paiement du salaire afférent aux vacances.....	398
5.5.1 Généralités .....	398
5.5.2 Montant du salaire.....	399
5.5.3 Moment du paiement.....	402
5.6 Preuve de la prise des vacances et du paiement du salaire y afférent .....	406
5.7 Interdiction du travail au noir pendant les vacances ..	407
5.8 Prescription des vacances .....	408
5.9 Résiliation du contrat de travail pendant les vacances .....	409
5.10 Vacances prises en trop .....	410
5.11 Le cas particulier des directeurs et organes dirigeants .....	412
6. Protection des sûretés remises par l'employé .....	413
7. Certificat de travail.....	414
7.1 Généralités.....	414
7.2 Contenu .....	415
7.3 Appréciations dans le certificat.....	417
7.4 Forme du certificat .....	418
7.5 Sanctions en cas d'omission de l'employeur d'établir un certificat conforme .....	418
7.5.1 Actions en exécution.....	418
7.5.2 Actions réparatrices.....	420
7.5.3 Sanctions pénales .....	421

	Page
7.6 Certificat faussement élogieux .....	421
7.7 Faux certificat.....	421
Chapitre 7 : Inventions et autres créations intellectuelles ou industrielles.....	423
1. Inventions et designs .....	424
1.1 Historique .....	424
1.2 Inventions et designs de service.....	424
1.3 Inventions et designs réservés .....	429
1.4 Inventions et designs libres.....	432
2. Obtentions végétales .....	432
3. Droit d'auteur .....	433
3.1 Droit sur les logiciels.....	433
3.2 Autres droits d'auteur .....	435
4. Synthèse au sujet des inventions et autres créations intellectuelles ou industrielles .....	436
Chapitre 8 : Transfert des rapports de travail .....	439
1. Droit européen.....	440
2. Comparaison droit suisse – droit communautaire.....	444
3. Droit suisse.....	448
3.1 Définition du transfert d'entreprise.....	448
3.2 Transfert dans des situations d'insolvabilité.....	451
3.2.1 Situations régies par le droit antérieur à l'entrée en vigueur de l'art. 333b CO .....	452
3.2.2 Situations régies sous l'empire de l'art. 333b CO .....	454
3.3 Information et consultation préalable de la représentation des travailleurs .....	456
3.4 Maintien des relations et des conditions de travail ....	459
3.5 Droit d'opposition du travailleur .....	462
3.6 Conventions collectives de travail .....	464
3.7 Solidarité entre l'ancien employeur et l'acquéreur ....	465
3.8 Sanctions .....	468
3.9 Assurances sociales .....	471
3.10 Protection des données .....	473
3.11 Fusion, scission et transfert de patrimoine.....	474
3.11.1 La participation des travailleurs (information et consultation) .....	474
3.11.2 L'interdiction de l'inscription au registre du commerce .....	477
3.11.3 Sort des conventions collectives de travail....	481
3.11.4 Conflit de conventions collectives de travail...	483
3.11.5 Garantie des créances résultant du contrat de travail .....	485
3.11.6 Responsabilité de la société transférante ou de ses associés.....	486
3.11.7 Rapport de fusion, rapport de scission, information aux associés.....	488



	Page
3.12 Transfert individuel du travailleur .....	489
3.13 Application des art. 333 et 333a CO en cas d'étatisation d'une entreprise.....	491
Chapitre 9 : Causes ordinaires d'extinction.....	495
1. Contrat de durée déterminée.....	495
1.1 Généralités.....	495
1.2 Fin du contrat.....	497
1.3 Reconduction du contrat de durée déterminée.....	498
1.4 Temps d'essai .....	499
1.5 Contrat de durée déterminée conclu pour plus de dix ans .....	500
2. Contrat de durée indéterminée.....	501
2.1 Définition .....	501
2.2 Nature et forme de la résiliation .....	501
2.3 Congé sous réserve de modification .....	504
2.4 Compétence et pouvoir de résilier .....	507
2.5 Ratification de la résiliation par un représentant sans pouvoirs .....	509
2.6 Délais de résiliation .....	509
2.6.1 Généralités .....	509
2.6.2 Parité des délais.....	510
2.6.3 Temps d'essai.....	511
2.6.4 Après le temps d'essai.....	516
2.6.5 Non-respect du délai de congé .....	518
2.7 Motivation du congé.....	519
3. Contrats de durée maximale et minimale .....	520
4. Contrats en chaîne .....	520
5. Travail temporaire .....	523
5.1 Succession de contrats de durée déterminée .....	523
5.2 Temps d'essai .....	523
5.3 Délais de résiliation .....	524
5.4 Pouvoir de résilier.....	525
6. Contrats mixtes.....	525
7. Accord de résiliation .....	526
8. Indemnité discrétionnaire .....	530
Chapitre 10 : Licenciements collectifs .....	533
1. Droit européen.....	533
1.1 Introduction .....	533
1.2 Champ d'application de la Directive .....	534
1.3 Licenciements résultant d'une décision de justice .....	535
1.4 Information et consultation des représentants des travailleurs .....	536
1.5 Groupe de sociétés.....	538
1.6 Obligation d'informer l'autorité publique .....	539
1.7 Sanctions .....	539

	Page
2. Comparaison droit suisse – droit communautaire.....	540
3. Droit suisse.....	541
3.1 Définition .....	541
3.2 Information et consultation de la représentation des travailleurs.....	548
3.3 Procédure.....	551
3.4 Plan social.....	556
3.5 Protection contre les licenciements collectifs .....	567
Chapitre 11 : Causes extraordinaires d'extinction .....	571
1. Licenciement pour justes motifs.....	571
1.1 Notion de justes motifs.....	571
1.1.1 Résiliation par l'employeur.....	571
1.1.2 Résiliation par le travailleur .....	588
1.2 Conditions de l'exercice du droit à la résiliation immédiate .....	591
1.3 Obligation d'indiquer le juste motif invoqué.....	596
1.4 Effets de la résiliation .....	596
1.5 Insolvabilité de l'employeur.....	597
2. Conséquences en cas de résiliation immédiate justifiée .....	600
2.1 Obligation de réparer le dommage.....	600
2.2 Exceptions .....	601
2.3 Caractère impératif de l'art. 337b CO.....	603
3. Conséquences en cas de résiliation immédiate injustifiée.....	604
3.1 Conséquences en cas de résiliation immédiate injustifiée par l'employeur.....	604
3.1.1 Conditions d'application de l'art. 337c CO.....	604
3.1.2 Effets de la résiliation injustifiée.....	604
3.1.3 Caractère exhaustif de l'art. 337c CO .....	611
3.1.4 Exigibilité des créances en dommages- intérêts.....	611
3.1.5 Privilège de l'art. 219 LP .....	611
3.1.6 Fardeau de la preuve .....	611
3.1.7 Caractère impératif de l'art. 337c CO .....	612
3.2 Conséquences en cas de résiliation immédiate injustifiée par le travailleur.....	612
3.2.1 Définition et notion de l'abandon d'emploi et de la non-entrée en service.....	612
3.2.2 Conséquences de l'abandon injustifié d'emploi .....	615
4. Décès du travailleur.....	617
5. Décès de l'employeur.....	618
6. Age de la retraite .....	619
7. Faillite de l'employeur .....	620

	Page
Chapitre 12 : Protection contre les congés abusifs .....	623
1. Protection accordée par le Code des obligations .....	623
1.1 Introduction .....	623
1.2 Champ d'application des art. 336 à 336b CO .....	625
1.3 Cas énumérés à l'art. 336 CO .....	626
1.3.1 Généralités .....	626
1.3.2 Art. 336 al. 1 let. a CO .....	627
1.3.3 Art. 336 al. 1 let. b CO .....	632
1.3.4 Art. 336 al. 1 let. c CO .....	635
1.3.5 Art. 336 al. 1 let. d CO .....	636
1.3.6 Art. 336 al. 1 let. e CO .....	639
1.3.7 Art. 336 al. 2 let. a CO .....	640
1.3.8 Art. 336 al. 2 let. b CO .....	640
1.3.9 Art. 336 al. 2 let. c CO .....	642
1.3.10 Motif de résiliation et fardeau de la preuve.....	643
1.4 Cas de résiliation abusive consacrés par la juris- prudence .....	644
1.4.1 Généralités .....	644
1.4.2 Licenciement pour un motif imputable à la violation de ses obligations par l'employeur .....	646
1.4.3 Violation des droits de la personnalité du travailleur dans le contexte du licenciement..	649
1.4.4 Disproportion évidente des intérêts .....	652
1.4.5 Congé-modification .....	656
1.5 Sanction du licenciement abusif .....	659
1.6 Opposition et procédure.....	663
1.6.1 Motivation du congé .....	663
1.6.2 Opposition au congé.....	664
1.6.3 Délai d'action.....	667
2. Protection accordée par la loi sur l'égalité entre femmes et hommes .....	669
2.1 Généralités .....	669
2.2 Notion de congé-représailles .....	669
2.3 Durée de la protection .....	671
2.4 Annulabilité du congé .....	673
2.5 Réengagement provisoire .....	674
2.6 Choix du travailleur.....	675
2.7 Renonciation à la poursuite des rapports de travail .....	676
2.8 Application analogique lors d'actions judiciaires intentées par une organisation .....	677
Chapitre 13 : Protection contre la résiliation en temps inopportun par l'employeur.....	679
1. Champ d'application de l'art. 336c CO .....	679
2. Cas de protection.....	682

	Page
2.1 Service obligatoire.....	682
2.2 Maladie ou accident.....	683
2.3 Grossesse et accouchement.....	688
2.4 Service d'aide à l'étranger.....	691
3. Nullité du congé donné pendant une période de protection .....	691
4. Survenance d'une période de protection pendant le délai de congé.....	692
5. Méthode de calcul du délai de protection .....	692
6. Prolongation des rapports de travail jusqu'au prochain terme .....	693
7. Droit au salaire au-delà du terme initial .....	694
Chapitre 14 : Protection contre la résiliation en temps inopportun par le travailleur.....	695
Chapitre 15 : Conséquences de la fin du contrat .....	697
1. Exigibilité des créances.....	697
1.1 Règle générale .....	697
1.2 Exceptions .....	699
2. Obligation de restitution.....	701
3. Indemnité à raison des longs rapports de travail.....	703
3.1 Conditions d'octroi de l'indemnité.....	703
3.2 Nature de l'indemnité de départ.....	704
3.3 Montant de l'indemnité de départ.....	705
3.4 Réduction ou suppression de l'indemnité.....	707
3.5 Échéance de l'indemnité de départ .....	708
3.6 Résiliation immédiate injustifiée avant la réalisation des conditions objectives de l'art. 339b CO .....	709
4. Impossibilité de renoncer .....	709
5. Prescription .....	710
6. Indications prescrites par l'art. 10 LAMal.....	711
7. Prolongation de l'assurance-accidents par convention.....	711
8. Droit de passage dans l'assurance perte de gain individuelle.....	712
9. Obligation à l'égard de l'assurance-chômage.....	714
Chapitre 16 : Prohibition de faire concurrence.....	717
1. Définition .....	717
2. Conditions de validité de la clause de prohibition de concurrence .....	718
2.1 Restrictions légales .....	718
2.2 Respect de la forme écrite.....	719
2.3 Exercice des droits civils .....	720
2.4 Marchés à prendre en considération .....	720
2.5 Connaissance de la clientèle ou de secrets de fabrication ou d'affaires.....	720
2.6 Risque de préjudice sensible.....	723
2.7 Protection de la personnalité.....	724

	Page
3. Etendue et contenu .....	725
4. Prise en compte d'une indemnité .....	728
5. Accords de résiliation.....	733
6. Contrôle judiciaire.....	734
7. Conséquences de la violation de la clause.....	735
7.1 Réparation du préjudice.....	735
7.2 Paiement d'une peine conventionnelle .....	735
7.3 Cessation de la contravention .....	736
7.4 Transfert des rapports de travail .....	737
7.5 Travail temporaire .....	738
7.6 Prohibition de concurrence et travail convenable au sens de l'art. 16 LACI.....	739
8. Fin de la prohibition de concurrence .....	740
9. Restitution des documents, une alternative pratique.....	743
<b>III. Règles de procédure et qualité pour agir des syndicats .....</b>	<b>745</b>
Chapitre 1 : Règles de procédure.....	745
1. For.....	745
1.1 Droit du travail en général .....	745
1.2 Litige entre bailleur de services et travailleur ; litige entre placeur et demandeur d'emploi.....	750
1.3 Travailleurs détachés .....	751
2. Frais judiciaires .....	751
3. Procédure de conciliation et dispenses .....	753
4. Procédures applicables .....	755
5. Droit international privé .....	761
5.1 Compétence judiciaire .....	761
5.2 Droit applicable .....	763
5.3 Droit public.....	765
6. Immunité de juridiction.....	765
7. Recours au Tribunal fédéral .....	769
8. Admissibilité des clauses d'arbitrage .....	772
Chapitre 2 : Qualité pour agir des associations professionnelles .....	777
1. Historique.....	777
2. Procédure civile.....	778
3. Loi sur le travail .....	779
4. Loi sur la participation .....	780
5. Loi sur l'égalité .....	781
6. Loi contre la concurrence déloyale.....	784
7. Protection de la personnalité du syndicat .....	785
8. Loi sur les travailleurs détachés .....	786
9. Loi sur le travail au noir .....	786
10. Procédure administrative.....	788
11. Contrats-types de travail et salaires minimaux .....	789

	Page
<b>IV. Droit de grève</b> .....	791
Chapitre 1 : Existence du droit de grève en Suisse .....	791
Chapitre 2 : Définition et conditions de la grève .....	793
Chapitre 3 : Conséquences civiles de la grève .....	803
1. Conséquences de la grève licite .....	803
2. Conséquences de la grève illicite .....	804
Chapitre 4 : Autonomie des syndicats dans le combat collectif? .....	807
<b>V. Conventions collectives de travail</b> .....	811
Chapitre 1 : Définition .....	811
Chapitre 2 : Parties à la CCT .....	813
1. Capacité d'être partie .....	813
2. Conclusion .....	814
3. Adhésion à la CCT .....	814
4. Obligation de négocier .....	816
5. Transfert de la qualité de partie .....	818
Chapitre 3 : Contenu de la CCT .....	821
1. Sortes de clauses .....	821
1.1 Clauses normatives .....	821
1.2 Clauses semi-normatives .....	821
1.3 Clauses obligationnelles .....	822
2. Interprétation .....	824
3. Conditions de validité et admissibilité des clauses .....	825
3.1 Respect de l'égalité entre les parties .....	826
3.2 Respect de la liberté d'affiliation .....	826
3.3 Respect de la liberté professionnelle .....	828
3.4 Respect du droit impératif .....	828
Chapitre 4 : Personnes liées .....	831
1. Généralités .....	831
2. Soumission volontaire .....	831
2.1 Généralités .....	831
2.2 Nature juridique et effets .....	832
2.3 Modifications postérieures de la CCT .....	833
2.4 Durée de la soumission individuelle .....	834
3. Intégration conventionnelle .....	835
Chapitre 5 : Extension du champ d'application .....	837
1. Généralités .....	837
2. Compétence et procédure .....	837
3. Conditions .....	838
4. Effets .....	840
4.1 Généralités .....	840
4.2 Travailleurs détachés .....	841
4.3 Travailleurs temporaires .....	843
Chapitre 6 : Effets de la CCT .....	847
1. Effets entre employeurs et travailleurs .....	847
1.1 Généralités .....	847

	Page
1.2 Unité du contrat de travail et conflits de CCT .....	848
1.3 Dérogations en faveur du travailleur : critères de comparaison.....	850
2. Effets entre parties contractantes.....	852
2.1 Le respect de la CCT .....	852
2.2 Le respect de la paix du travail .....	852
2.3 L'exécution commune .....	852
Chapitre 7 : Fin de la CCT .....	857
1. En vertu de la CCT.....	857
2. Par la dénonciation.....	857
3. Par décision unilatérale de l'employeur .....	857
4. CCT étendues.....	858
5. Effets de la CCT après son expiration.....	858
<b>VI. Egalité entre femmes et hommes.....</b>	<b>861</b>
Chapitre 1 : Constitution fédérale.....	861
Chapitre 2 : Droit européen et instruments internationaux .....	863
Chapitre 3 : Loi sur l'égalité entre femmes et hommes .....	867
1. But et champ d'application.....	867
2. Interdiction de discriminer .....	868
3. Harcèlement sexuel .....	873
4. Droits des travailleurs et actions possibles .....	879
5. Discrimination à l'embauche.....	882
6. Discrimination dans la résiliation du contrat de travail.....	884
7. Allègement du fardeau de la preuve.....	886
8. Qualité pour agir des associations .....	890
9. Protection contre le congé (art. 10 LEg).....	891
10. Procédure civile.....	891
<b>VII. Placement à l'essai .....</b>	<b>895</b>
Chapitre 1 : Mesure de nouvelle réadaptation .....	895
1. 6 <sup>ème</sup> révision de l'AI.....	895
2. Placement à l'essai (art. 18a LAI) .....	896
Chapitre 2 : Mesure décidée par l'AI .....	899
1. Mesure régie par le droit public.....	899
2. Durée du placement.....	900
3. Rente ou indemnités journalières .....	900
4. Couverture d'assurances durant le placement .....	901
4.1 Assurance-accidents .....	901
4.2 Prévoyance professionnelle .....	901
4.3 Assurance-chômage.....	902
5. Allocation d'initiation au travail (AIT) .....	902
Chapitre 3 : Rapport entre l'assuré et l'entreprise .....	905
1. Application analogique de certaines dispositions du Code des obligations.....	905

	Page
2. Absence de protection contre le licenciement .....	908
3. Application de la loi sur le travail .....	908
4. Conflits et compétence judiciaire .....	909
<b>VIII. Loi sur les travailleurs détachés .....</b>	<b>911</b>
Chapitre 1 : Généralités .....	911
Chapitre 2 : Caractéristiques du détachement, des travailleurs détachés et de la prestation transfrontalière .....	915
1. Définition et condition du détachement .....	915
2. Prestation de services transfrontalière .....	918
3. Champ d'application de la LDét. ....	919
4. Interprétation autonome de la notion de travailleur .....	919
5. La lutte contre les indépendants fictifs .....	920
Chapitre 3 : Conditions minimales de travail et de salaire .....	923
Chapitre 4 : Dérogations .....	929
Chapitre 5 : Sous-traitance .....	931
Chapitre 6 : Annonce et contrôle .....	939
Chapitre 7 : Compétence judiciaire et droit d'action .....	941
Chapitre 8 : Sanctions administratives et pénales .....	943
<b>IX. Participation des travailleurs .....</b>	<b>947</b>
Chapitre 1 : Genèse de la LParticipation .....	947
Chapitre 2 : Champ d'application de la LParticipation .....	951
Chapitre 3 : Les différents niveaux de participation .....	953
Chapitre 4 : Caractère impératif et dérogations .....	957
Chapitre 5 : Droit d'être représenté .....	959
Chapitre 6 : Mandat et nature juridique des pouvoirs de la représentation des travailleurs .....	963
Chapitre 7 : Participation dans les entreprises sans représentation des travailleurs .....	973
Chapitre 8 : Collaboration entre l'employeur et la représentation des travailleurs .....	975
Chapitre 9 : Protection des représentants des travailleurs .....	979
Chapitre 10 : Devoir de discrétion .....	981
Chapitre 11 : Procédure .....	985
<b>X. Plans d'intéressement (stock option plans) .....</b>	<b>987</b>
Chapitre 1 : Notion du plan d'intéressement pour les salariés .....	987
Chapitre 2 : Qualification des attributions au collaborateur dans le cadre d'un plan d'intéressement .....	991
Chapitre 3 : Règles applicables aux plans d'intéressement .....	993
1. Admissibilité des restrictions aux droits des collaborateurs ayant acquis des options ou des actions .....	993
2. Dissociation entre l'employeur et le détenteur des titres ....	997
3. Modification du plan d'intéressement et transfert d'entreprise .....	997



	Page
4. Information aux travailleurs .....	998
5. Règles particulières en matière de Corporate Governance....	999
Chapitre 4 : Traitement des plans d'intéressement en droit fiscal et en droit des assurances sociales .....	1003
1. Traitement en droit fiscal .....	1003
2. Traitement en droit des assurances sociales .....	1006
<b>Annexe I : Index des articles de lois cités .....</b>	<b>1009</b>
<b>Annexe II : Index alphabétique des matières .....</b>	<b>1027</b>